

2014 : l'élection paradoxale

Avec vingt-huit Etats sans frontières, jamais l'Europe n'a été si unie. Mais l'euroscepticisme et la défiance la minent



Allemagne-République tchèque.



Allemagne-Autriche.



France-Belgique.



Italie-France.



République tchèque-Pologne.



Pologne-Lituanie.

Abstention record, montée des populistes et autres eurosceptiques, de droite et de gauche : les élections européennes qui se tiendront du 22 au 25 mai se présentent mal. Après quatre ans de crise de la zone euro, le projet est à bout de souffle, l'heure est au désenchantement. Affaiblie, l'Europe assiste, impuissante, au naufrage de l'Ukraine, déchirée entre pro-européens et prorusses.

Trente-cinq ans après la première élection des eurodéputés au suffrage universel, même le Parlement européen n'échappe pas à cette grande fatigue. Ses élus se plaignent d'être invisibles. Devenu incontournable dans le jeu communautaire, le Parlement a mal vécu la gestion très intergouvernementale de la crise de l'euro par les Etats, Allemagne en tête. Au passage, ce sont les Parlements nationaux les plus forts, comme le Bundestag, qui ont semblé donner le ton au sein de la zone euro.

Une petite révolution se dessine pourtant dans cette élection. Il faut la prendre au sérieux, même si rien ne dit encore qu'elle réussira. Pour la première fois, chaque famille politique a désigné un chef de file susceptible, en cas de victoire au Parlement, d'être désigné à la présidence de la Commission européenne pour succéder à

José Manuel Barroso. A droite, Jean-Claude Juncker, à gauche, Martin Schulz. Les deux hommes ont accepté de répondre, face à face, aux questions des journalistes d'« Europa ». Ils multiplient aussi les débats avec les candidats des autres familles politiques : Guy Verhofstadt pour les libéraux, José Bové et Ska Keller pour les Verts, Alexis Tsipras pour la gauche radicale. C'est sans précédent. Seules les formations d'extrême droite et euroscepti-

Politiser le choix du président de la Commission est une façon de répondre au déficit démocratique dont souffre l'Union

ques ont refusé de jouer le jeu. Elles pourraient pourtant s'emparer d'un quart des sièges du prochain Parlement.

Les différents chefs de file se sont lancés dans une campagne inédite à travers l'Europe, de tribunes en plateaux télévisés. Objectif : personnaliser les débats pour politiser le choix du président de la Commission. Une façon, au-delà du scrutin européen, de

répondre au déficit démocratique dont souffrent l'Union européenne et la zone euro. Rien ne garantit, cependant, qu'ils seront entendus par les chefs d'Etat et de gouvernement qui devront tenir compte des résultats électoraux avant de désigner le patron de la Commission.

Les principaux candidats devaient à nouveau s'affronter vendredi 9 mai, en clôture de la conférence annuelle « L'état de l'Union », organisée par l'Institut universitaire européen de Florence. « La campagne des chefs de file est une grande première et peut représenter une avancée démocratique », juge Alexander Trechsel, professeur de sciences politiques à l'institut. Pour sa collègue Adrienne Héritier, « le niveau de participation pourrait bénéficier de leur présence, mais la politisation des institutions va rester limitée, car au final, c'est une sorte de grande coalition entre la gauche et la droite modérées qui va émerger, pour se partager les responsabilités au sein des institutions ».

Autre limite à l'exercice : c'est moins Schulz et Juncker que Marine Le Pen, Nigel Farage et Geert Wilders qui risquent de peser sur le choix des électeurs. Face à cette poussée des extrêmes, les chefs de file en lice entendent démontrer que l'Europe vit, au bénéfice de tous. Seront-ils entendus ? ■

PHILIPPE RICARD (LE MONDE)

Les photographies ci-dessus, tirées de la série « Borderline », ont été prises le long des frontières internes de l'Europe de Schengen.

VALERIO VINCENZO/HANSLUCAS

Martin Schulz face à Jean-Claude Juncker

Débat entre le chef de file de la gauche et celui de la droite. **PAGE 3**

Etre un eurodéputé n'est pas une sinécure

Idéaux, lobbies, intérêts nationaux... Six élus racontent. **PAGES 4-5**

D'un extrême à l'autre

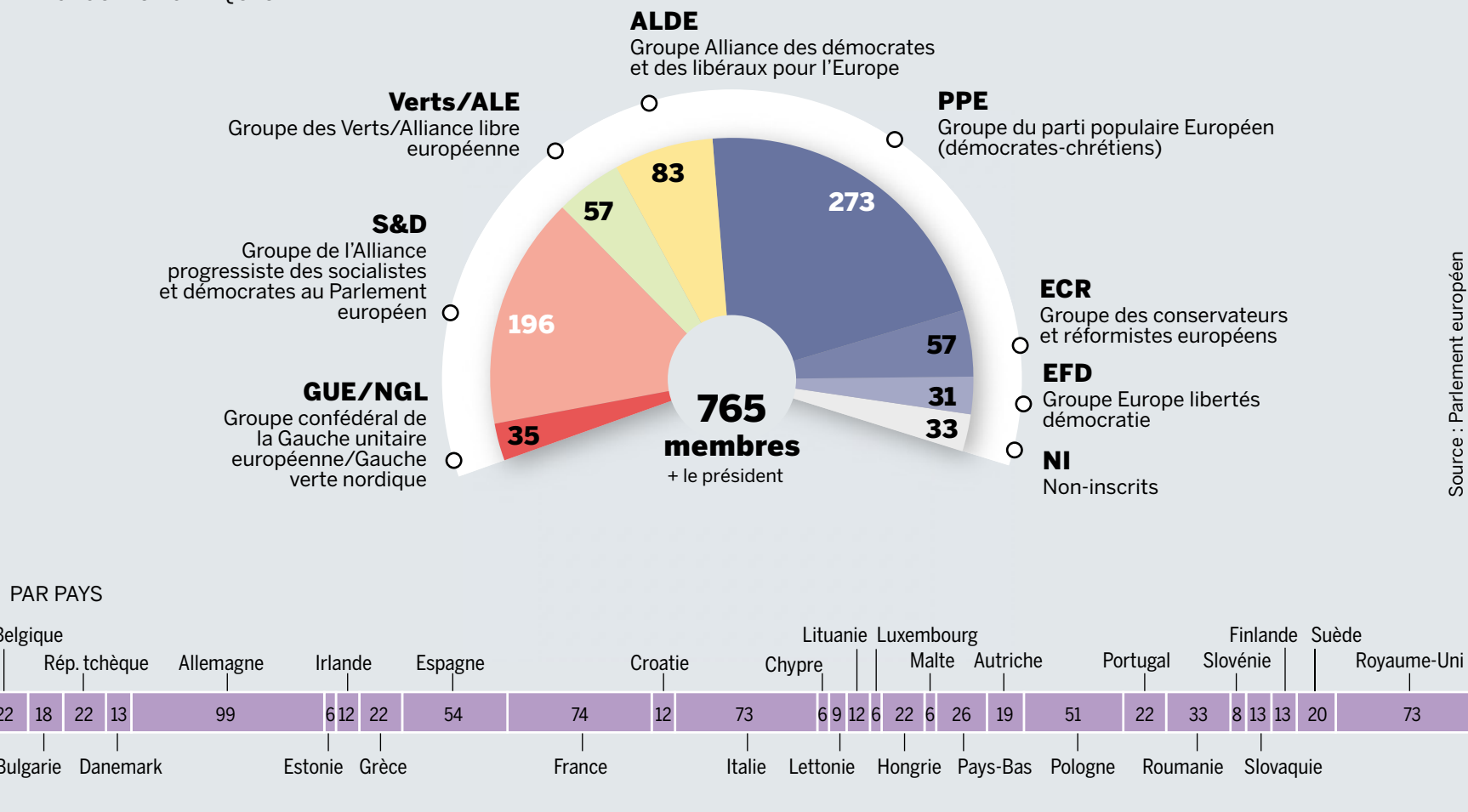
Populistes, europhobes, europhiles, ceux qui votent le plus, ceux qui votent le moins. **PAGES 6-7**

Européens dans l'âme depuis la Rome antique

Enquête historique aux sources de l'Union européenne. **PAGE 8**

La composition du Parlement européen

PAR GROUPES POLITIQUES



Pourquoi les électeurs des grands pays de l'Union boudent-ils leur Parlement commun ? La crise de l'euro et le manque de pédagogie n'expliquent pas tout

La campagne de tous les dangers

Sur l'échelle des pays à risques en matière de sentiment anti-européen, l'Espagne figure généralement tout en bas. Le phénomène Marine Le Pen et son discours anti-immigration n'a pas cours au-delà des Pyrénées ; pas plus que le mouvement antisystème de Beppe Grillo, qui ne parvient pas à trouver sa place dans le système italien. Absents aussi, le discours anti-Bruxelles du parti UKIP en Grande-Bretagne, et les voix populistes d'Europe de l'Est ou du Nord. En revanche, on voit poindre un phénomène nouveau que l'on ne peut écarter d'un revers de la main : c'est l'Espagne tout entière qui est en train de devenir eurosceptique.

La sidérante chute de confiance dans l'Union que manifestent les Espagnols l'atteste. Avec un chômage qui s'enkyste à 26 % de la population, une dette qui monte en flèche pour atteindre 96,5 % du PIB et une promesse de reprise qui tarde à se réaliser, l'Espagne respire avec difficulté, à la

recherche d'un oxygène qui ne lui arrive ni des institutions de Bruxelles ni des partenaires européens.

Dans ce contexte, les Espagnols sont à peine 23 % à faire confiance à la Commission européenne, alors qu'ils sont 65 % à la lui refuser, selon le dernier Eurobaromètre (automne 2013). Seulement 23 % déclarent faire confiance au Parlement européen. Ces chiffres sont encore plus frappants, comparés avec ceux de la moyenne de l'UE : 39 % des eurocitoyens déclarent faire confiance au Parlement européen. L'Espagne partage la queue du peloton avec l'Italie, le Portugal, la Grèce, l'Irlande et Chypre (tous plus fortement frappés par la crise), outre le Royaume-Uni figé dans son splendide isolement. Un chiffre encore : à la question « *Ma voix compte-t-elle au sein de l'Union ?* », seuls 18 % d'Espagnols répondent « oui ».

L'Espagne a donc un problème. Dans d'autres pays, certaines options parviennent à canaliser le mécontentement envers

l'UE, mais en Espagne, aucun parti ne se fait le porte-parole de cet éloignement de la population vis-à-vis du projet européen. Et ce n'est d'ailleurs pas ce que les citoyens revendiquent. D'autres enquêtes montrent le profond enracinement de l'euro-péisme en Espagne, où l'adhésion à l'Union signifiait l'adieu définitif à la dictature et à l'isolement : 65 % des habitants pensent toujours qu'appartenir à l'UE a été positif pour l'Espagne. Mais c'est à une Europe de qualité supérieure qu'ils aspirent.

Les Italiens, eux, abordent ce scrutin européen différemment, car au soir du 25 mai, le résultat du vote pourrait modifier le destin de la politique intérieure. En vingt ans, c'est la première fois qu'un chef de gouvernement, Matteo Renzi, appelle les Italiens à voter pour son parti avec optimisme, pour soutenir son programme de réformes. M. Renzi essaie de démentir la tendance qui veut que les responsables en place soient battus à chaque scrutin qui suit les élections législatives.

Au soir du 25 mai, et pour la première fois depuis vingt ans, le principal acteur de la Seconde République, Silvio Berlusconi, risque de passer sous la barre critique des 20 % des voix, un résultat qui anéantirait son éventuel retour sur le devant de la scène. Et c'est aussi la première fois dans l'histoire de la République qu'un dirigeant anti-système, Beppe Grillo, s'est fixé pour objectif d'emmener son Mouvement 5 étoiles au sommet. Si un populiste comme Grillo remportait ces élections, la politique italienne changerait à nouveau de cap, et cela aurait des conséquences que personne n'a encore analysées. Les élections répondront donc à cette question fondamentale : le système est-il en train de se stabiliser ou bien le tsunami va-t-il continuer ?

Les quinze mois qui ont suivi les élections législatives en Italie ont été émaillés de déchirures profondes. Seuls Renzi, Berlusconi et Grillo sont restés dans l'arène, flanqués de deux acolytes de moindre poids, le Nouveau centre droit et la Ligue du Nord. Si le 25 mai, ce tripartisme à l'italienne débouchait sur une impasse, cela compromettrait l'énigme renaissance d'un pays qui, après s'être arrêté il y a vingt ans, n'est plus reparti depuis.

Le Royaume-Uni, pour sa part, revêt dans cette campagne sa relation haine/amour avec l'Europe. Le Parlement européen y est généralement relégué au second plan, cible facile des sarcasmes déversés par les tabloids sur ses extravagances, sur les bonnes planques à Bruxelles et à Strasbourg, les dépenses et les retraites, la stupidité de certaines réformes ou l'excentricité de certains députés européens (parmi lesquels les Britanniques ne sont pas les derniers).

Bruxelles est aussi un lieu de recyclage. Il y a en permanence une dizaine d'ex-parlementaires britanniques, de politiciens ayant perdu leur siège à Westminster qui ont trouvé une nouvelle tribune dans les instances européennes. En Grande-Bretagne, même le fait de nommer un commissaire est trop souvent vu comme une façon de débarrasser Westminster d'un collègue encombrant – et non comme une occasion de renforcer l'influence britannique.

Il n'est donc guère étonnant que l'intérêt pour les élections européennes soit resté aussi faible, même si, avec un taux de participation de 34,7 % en 2009, le bilan du Royaume-Uni s'est légèrement amélioré

par rapport aux 32,35 % enregistrés aux premières élections directes, en 1979. Au cours de la décennie écoulée, les Britanniques ont réussi à exporter leur propre version corrosive et comiquement myope d'euro-scepticisme. Quelle ironie si le député européen Nigel Farage, négociant alcoolique en métaux de la City de Londres sous-régulée, devenait l'ultime et toxique contribution britannique au projet européen !

En Pologne, qui n'a rejoint l'UE qu'il y a dix ans, l'image du Parlement européen n'est guère plus brillante : retraite pour politiques méritants ou proie pour escrocs

C'est un phénomène nouveau : l'Espagne, à son tour, est tout entière gagnée par l'euroscepticisme

et fainéants. Le cynisme qui entoure les élections s'est à ce point généralisé que pratiquement tous les candidats se sentent obligés de déclarer que leur objectif n'est pas financier. Les Polonais boudent donc, eux aussi, les urnes. En 2009, ils n'avaient été que 24,5 % ; et selon un sondage CBOS de mars, ils pourraient être encore moins nombreux en mai : 71 % des personnes interrogées ont exprimé une absence totale d'intérêt pour ces élections. Presque personne ne sait ce que fait exactement un eurodéputé et ce qui dépend de sa décision. Mais tout le monde sait qu'il coûte cher.

La faiblesse du débat public polonais sur les questions européennes pèse aussi. Les hommes politiques parlent peu de ce que la Pologne pourrait apporter à l'Union. Ils sont en revanche intarissables sur les fonds « gagnés » à Bruxelles – ainsi que sur les kilomètres de canalisations, les salles de gymnastique ou les piscines construits grâce à cet argent. Il y a bien sûr ici une contradiction : si, en tant que pays, la Pologne se préoccupe avant tout de l'argent qu'elle peut tirer de l'Europe, pourquoi reprocherait-elle à ses députés de se soucier avant tout de leur propre portefeuille ? ■

**BERNA GONZALEZ HARBOUR (EL PAIS)
FABIO MARTINI (LA STAMPA),
MICHAEL WHITE (THE GUARDIAN)
ADAM LESZCZYNSKI (GAZETA
WYBORCZA)**

Intéresser les Français : « Comment faire ? »

ARNAUD DANJEAN, candidat UMP aux élections européennes, n'oublie jamais son style lorsqu'il sillonne la région Est dans laquelle son parti l'a positionné en numéro deux. D'un trait de plume, le député sortant trace un triangle puis inscrit au bout de chacune des trois extrémités : « Ici, la Commission européenne qui propose mais ne décide pas », « là, le Conseil qui codécide » et « là, le Parlement européen qui lui aussi codécide. »

En général, ce moment de pédagogie est apprécié, mais il ne suffit pas à briser la glace. « Comment faire ? » déplore le quadragénaire qui, élu depuis 2009, avoue son impuissance : « Du lundi au jeudi midi, je suis à Strasbourg ou à Bruxelles, il me reste le vendredi pour sillonner la circonscription, mais elle a la taille de cinq régions françaises ! »

La distance entre les Français et le Parlement européen est ancienne : depuis 1979, date du premier scrutin européen, le taux d'abstention a grimpé de 39,3 % à 59,5 %. Selon la dernière enquête TNS Opinion réalisée en juin 2013, seuls 40 % des Français pensent que leur « voix compte dans l'UE » (–17 points en un an), 64 % se déclarent « pas intéressés par les politiques européennes » (+13 points en six mois) et 48 % se disent « insatisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'UE » (+8 points en six mois). Tous les ingrédients sont réunis pour que la crise de défiance s'aggrave.

Les partis ont leur part de responsabilité : ils ont pris l'habitude d'utiliser le scrutin européen comme un lot de consolation pour députés battus, ministres déçus, amis à récompenser, voire maîtresses

à consoler. 2014 n'a pas déroge à la règle : à l'UMP, trois têtes de liste sur huit ont été réservées à d'anciens ministres qui avaient perdu tous leurs mandats, Michèle Alliot-Marie, Renaud Muselier et Nadine Morano. Une quatrième a été attribuée à Jérôme Lavrilleux, un très proche du président de l'UMP, Jean-François Copé. Tous sont des novices sur la scène européenne.

Des progrès à noter

Le PS s'est, lui, distingué en changeant à la dernière minute sa tête de liste en Ile-de-France pour des raisons nationales : il fallait exfiltrer Harlem Désir de la direction du parti parce qu'il incarnait le désastre aux municipales.

Des progrès, cependant, sont à noter : chez les centristes et les écologistes, la plupart des candidats sont des sor-

tants, et si les eurodéputés français ont encore la fâcheuse réputation d'être moins assidus et sérieux que leurs collègues allemands, il en existe de très professionnels dont le nom revient régulièrement dans les classements : il en va ainsi des têtes de liste UMP et PS en Ile-de-France Alain Lamassoure et Pervenche Berès, qui, le temps d'une campagne, vont pouvoir expliquer ce qu'ils font. L'un et l'autre briguent leur cinquième mandat.

« La France est la dernière des monarchies européennes, c'est pour cela qu'elle a tant de mal avec l'Europe », analyse Alain Lamassoure. « Le résultat, c'est qu'on ne parvient pas à joindre une valeur ajoutée européenne à nos combats nationaux », déplore Pervenche Berès. ■

**FRANÇOISE FRESSOZ
(LE MONDE)**

Longtemps, on a reproché à l'UE de ne pas être incarnée. Les élections 2014 pourraient y remédier. « Europa » a fait débattre les chefs de file de la gauche et de la droite

Schulz et Juncker, face à face

Pour la première fois, les partis politiques présentent des chefs de file susceptibles de prendre la tête de la Commission à l'issue des élections. L'Allemand Martin Schulz, président du Parlement européen, est le candidat de la gauche. Jean-Claude Juncker, ancien premier ministre du Luxembourg et ex-président de l'Eurogroupe, mène la droite. Entretien.

Jean-Claude Juncker, pourquoi croyez-vous que votre concurrent, Martin Schulz, va perdre les élections européennes ?

J.-C.J. Parce que je vais les gagner. **C'est-à-dire ?**

J.-C.J. Parce qu'il va les perdre.

Martin Schulz, qu'en pensez-vous ?

M.S. J'observe un mouvement de fond vers la gauche. Elle gagne nettement en soutiens dans certains Etats européens, même si nous en perdons dans d'autres. Mais il y a une tendance à la baisse des partis chrétiens-démocrates, qui ont dominé l'Europe dans la dernière décennie...

J.-C.J. Les formations du Parti populaire européen n'ont pas dominé l'Europe, mais ont été régulièrement élues au gouvernement dans ces pays.

M. Schulz, vous n'avez jamais gouverné, mais vous siégez au Parlement européen depuis 1994. Qu'auriez-vous fait de mieux pendant la crise de la zone euro ?

M.S. Je dois reconnaître que le Conseil européen n'aurait en grande partie pas pu agir autrement, car nous étions dans une situation d'urgence, et sur la défensive. On ne peut pas dans ce cas fuir avec le traité sous le bras. On doit agir...

Est-ce un compliment pour M. Juncker ?

M.S. Non. La crise s'est amplifiée car la thèse qui s'est imposée au Conseil est qu'il fallait assainir avant tout les budgets pour regagner la confiance des investisseurs, puis la croissance. Le fil conducteur a été la politique d'austérité. Cette théorie ne fonctionne pas. Les dettes ont été réduites de façon draconienne mais la croissance ne vient pas. Nous avons besoin d'investissements qui la stimulent.

On croit entendre François Hollande...

M.S. Pour éviter tout malentendu, cela sous-tend que nous restions dans les délais et l'objectif de 3 % de déficit. Mais nous devons distinguer entre dette d'Etat, et investissement d'avenir.

M. Schulz, voulez-vous assouplir les règles en matière d'endettement ?

M.S. Je souhaite discuter des critères que nous appliquons vraiment. Une entreprise qui investit sans emprunter, ça n'existe pas. On ne peut pas non plus dire que les investissements financés par l'emprunt sont mauvais pour un Etat. Est-ce une entorse aux règles quand Matteo Renzi [*le président italien du conseil*] accorde 90 euros de plus aux Italiens qui gagnent 1 000 euros pour stimuler la consommation ? Le pacte de stabilité et de croissance n'a été interprété que sous l'angle de la stabilité. Cela ne tient pas à Schulz ou à Juncker, mais à des chefs d'Etat et de gouvernement, et à des commissaires inflexibles.

J.-C.J. Je ne peux pas laisser dire que le monde se divise entre les bons et les méchants. Les chrétiens-démocrates seraient responsables de l'austérité, et les socialistes, de la générosité sociale. Il y a des bons et des méchants des deux côtés. Pour moi, il n'y a pas d'autre voie que celle d'une consolidation budgétaire raisonnable. Cela doit aller de pair avec une politique orientée vers la croissance. En 2008-2009, nous avons mis en place un paquet de relance, anticyclique, coordonné pour la première fois depuis Bruxelles...

L'Union est malgré tout entrée dans la crise la plus profonde de son histoire, le chômage des jeunes est massif, les dettes à des niveaux record...

J.-C.J. Nous avons beaucoup parlé, mais sans toujours prendre les bonnes initiatives. Il y a des pays qui ne se sont pas vraiment mis à la consolidation budgétaire. Ce sont les Etats où la croissance est la plus faible. La France connaît une croissance très modeste, au mieux. On ne peut pas considérer que sa dette n'est pas assez haute ! **L'Italie et la France doivent-elles profiter de nouveaux délais pour mettre en ordre leurs finances publiques sans étouffer l'économie ?**

J.-C.J. Non, pas de nouveau délai. Il faut attendre ce qui sera inscrit dans le programme de stabilité français.

M.S. Matteo Renzi et François Hollande sont dans la situation dramatique de devoir assainir et en même temps créer de la croissance. L'Union doit avoir intérêt à ce que ces deux Etats du G8 se rétablissent. Si ce n'est pas le cas, nous aurons tous un problème. Si, au bout du compte, ils ont besoin d'une année de plus, je serai prêt à leur accorder. Mais je ne suis pas prêt à prolonger les délais pour l'éternité. C'est pourquoi je me suis réjoui que le gouvernement français ait dit qu'il maintenait ses engagements.

Vous, M. Juncker, êtes chef de file, car M^{me} Merkel et la CDU l'ont voulu. Vous, M. Schulz, vous ne pourrez jamais être président de la Commission sans l'aval de la chancellerie. La prochaine Commission sera-t-elle l'instrument de Berlin ?

J.-C.J. La presse est obsédée par l'Allemagne. **C'est une inquiétude très européenne...**

M.S. Je crois que cette préoccupation part d'un constat très juste. Mes collègues européens me posent d'autant plus la question que mon parti, le SPD, est membre d'une grande coalition à Berlin. Mais, si on me demande si M^{me} Merkel me soutient, je ne peux que répondre qu'elle le ferait en votant SPD. Or, je n'ai pas l'impression qu'elle aille en ce sens.

M. Schulz, les travaillistes britanniques du Labour ne vous ont pas invité à faire

.....
**PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE RICARD (LE MONDE),
CERSTIN GAMMELIN
(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG),
LUIS FELIPE DONCEL DE LA
COLINA (EL PAIS),
IAN TRAYNOR (THE GUARDIAN),
MARCO ZATTERIN (LA STAMPA)**



Martin Schulz et Jean-Claude Juncker, lors de l'entretien croisé, à Bruxelles. GAEI TURINE/AGENCE VU POUR « LE MONDE »

campagne au Royaume-Uni. Pourquoi ne vous voit-on nulle part là-bas ?

M.S. La campagne britannique est particulière. Mais le Royaume-Uni n'est qu'un Etat parmi les 28 de l'Union. Il faut rappeler qu'il s'agit d'un processus démocratique : plusieurs candidats postulent à un poste, au travers de ces élections. Si, après les élections, les chefs d'Etat et de gouvernement disaient qu'ils ne retiennent aucun d'entre nous, ce serait une aberration démocratique et cela provoquerait de sérieux dégâts. **Si David Cameron, le premier ministre britannique, ne veut ni de l'un ni de l'autre comme président de la Commission, mais est forcé de vous accepter car il n'a pas de veto, cela peut-il accélérer la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union ?**

J.-C.J. Il ne s'agit pas d'un référendum sur Schulz ou Juncker. David Cameron devra s'en tenir aux règles fixées par le traité. Le président de la Commission sera désigné à la majorité qualifiée par les chefs d'Etat et de gouvernement, puis élu par le Parlement. La question est plutôt de savoir pourquoi la Grande-Bretagne ne s'en tiendrait pas au vote de l'Europe continentale.

Vous êtes des représentants de la « vieille garde » en Europe. Comment comptez-vous convaincre les électeurs que vous pouvez incarner le changement, pour lutter contre les populistes ?

M.S. La lutte contre le populisme n'a rien à voir avec l'âge. Beppe Grillo [*le leader du*

mouvement 5 étoiles] et Silvio Berlusconi [*ancien président italien du conseil*] sont au minimum de la même classe d'âge que moi. Ils s'agit de politique, pas d'âge.

J.-C.J. Qui vote populiste ou extrême droite vote pour des paroles creuses. Ce sont des voix perdues. Moi aussi, j'ai quelques critiques à faire à l'Europe, sinon, je ne me serais pas présenté pour le poste de président de la commission, et j'aurais écrit mes mémoires. **Vous voulez tous deux rendre l'Europe plus sociale. Que doivent attendre les citoyens ? Une assurance-chômage européenne ?**

M.S. Je ne crois pas que nous aurons une assurance-chômage européenne. Les systèmes d'assurance sociale resteront dans un avenir prévisible dans les mains des Etats. Ma première priorité est de placer la lutte contre le chômage au cœur des politiques européennes.

J.-C.J. Personne n'est prêt à aller vers une assurance-chômage européenne. Cela voudrait dire qu'employés et employeurs cotiseraient à un fonds européen. On devrait cependant examiner dans la zone euro si l'on ne peut pas soutenir avec des aides européennes une partie des systèmes nationaux d'assurance-chômage. Je suis aussi pour l'introduction dans chaque pays d'un salaire minimum. Son niveau doit dépendre du niveau de vie. Mais nous devons empêcher le dumping social.

M. Juncker, M^{me} Merkel domine la politique européenne. La coopération franco-allemande n'existe plus car M. Hollande serait trop faible, et M^{me} Merkel trop forte ?

J.-C.J. Je n'aime pas jouer les pays les uns contre les autres. Nous avons besoin de l'engagement déterminé de ces deux gouvernements. Je ne vois aucun problème sérieux dans la relation franco-allemande. J'ai été membre du Conseil européen pendant dix-neuf ans et cela a parfois plus grincé que maintenant. C'est une représentation trompeuse de croire que tout fonctionne selon les commandements allemands.

Étant donné la force de Berlin, un Allemand peut-il devenir président de la Commission, M. Schulz ?

M.S. Que ma nationalité puisse jouer un rôle dans ce débat démontre l'ampleur de la crise dans laquelle nous sommes. Pour ce poste, il ne s'agit pas de l'influence de l'Allemagne, mais plutôt de faire de la Commission ce qu'elle doit être : le centre de coordination entre les intérêts légitimes des Etats souverains d'un côté et, de l'autre, les institutions européennes créées par ces mêmes Etats. Un Maltais peut le faire aussi bien qu'un Finlandais, un Allemand aussi bien qu'un Italien ou un Luxembourgeois ou un Belge.

Les Européens s'inquiètent de la crise en Ukraine et du bras de fer engagé avec la Russie. Préconisez-vous des sanctions économiques ?

M.S. S'il est démontré que la Russie est derrière les tensions dans l'est de l'Ukraine, et ne cesse d'exercer des pressions sur ses voisins, les sanctions économiques seront une conséquence logique. Je conseillerais alors, pour préserver la crédibilité de l'UE, de ne pas seulement annoncer ces sanctions, mais aussi de les appliquer. En parallèle, je conseille de laisser toujours ouverte une deuxième porte, celle des négociations.

J.-C.J. Les sanctions économiques vont dépendre des événements des prochains jours et semaines. S'il n'y a pas de désescalade, il faut des sanctions. Nous ne pouvons pas faire la guerre. Il y a assez de cimetières de soldats en Europe. Ceux qui ne veulent pas la guerre doivent donc vouloir des sanctions. La pression seule ne suffit pas, mais le dialogue seul, non plus.

M. Schulz, que pensez-vous de l'industrie allemande, opposée à des sanctions ?

M.S. Il y a une certaine logique à ce qu'un pays dont l'industrie a réalisé de grands investissements en Russie soit prudent. Barack Obama, le président américain, a dit deux choses : qu'il y avait encore de l'espace pour des discussions diplomatiques, et que la Russie était un pouvoir régional. Cela a été compris comme une provocation par beaucoup. Mais je ne crois pas que ça le soit. Dans ce cas, je suggère de toute urgence de commencer par voir où sont nos intérêts communs en matière d'industrie, de gaz russe, ou de devises, dont la Russie a besoin pour développer ses infrastructures. ■

Les lobbies à la manœuvre

A Bruxelles, les eurodéputés sont l'objet de toutes les attentions. Les groupes de pression prolifèrent pour peser sur un marché de 500 millions de consommateurs

Dans le vaste quartier européen de Bruxelles, la puissance des lobbies saute aux yeux. Les grands noms du monde des affaires occupent chaque immeuble de bureau dans un rayon de 1 kilomètre autour des sièges de la Commission, du Conseil et du Parlement européens.

Les entreprises, banques, cabinets juridiques, consultants en relations publiques et associations professionnelles y prolifèrent, s'employant à peser sur les règles, lois et directives qui façonnent le marché unique, encadrent les accords commerciaux et régulent le comportement économique et commercial dans une Union de 507 millions de citoyens. A Bruxelles, le lobbying est une industrie qui pèse plusieurs milliards d'euros. Selon le Corporate Europe Observatory, organisation militante pour une plus grande transparence, la ville compterait jusqu'à 30 000 lobbyistes, presque autant que d'employés à la Commission. La capitale européenne est la ville qui, après Washington, connaît la plus forte concentration de personnes cherchant à influencer sur la législation.

Gaz de schiste : l'aubaine de l'Ukraine

Pour ces lobbyistes, aucun domaine n'est plus important que celui de l'énergie. Or, avec sa mainmise sur les livraisons de gaz à l'Europe et sa politique de démembrement de l'Ukraine, Vladimir Poutine, le président russe, a propulsé la question énergétique en tête de l'agenda européen et international.

« La crise ukrainienne est vue comme une bénédiction, offrant au lobby du gaz de schiste l'occasion de

faire miroiter aux Européens la nécessité de s'affranchir de la dépendance à l'égard du gaz russe », souligne Antoine Simon, qui analyse la politique des industries extractives pour les Amis de la Terre Europe, une organisation œuvrant pour la protection de l'environnement.

En mars, lors de sa première visite au siège de l'UE, le président américain, Barack Obama, a eu des mots très durs envers les dirigeants européens, les exhortant à aller à contre-courant de leur électorat pour se lancer dans la fracturation hydraulique et l'exploitation du gaz de schiste afin de libérer l'Europe du chantage de Moscou.

Dans un courrier adressé en novembre 2013 à Downing Street, Ivan Rogers, l'ambassadeur britannique auprès de l'UE, a proposé une stratégie visant à convaincre la Commission d'adopter, sur l'exploitation du gaz de schiste, une position qui n'exigerait pas de nouvelle législation. Une semaine plus tard, David Cameron, le premier ministre, écrivait au président de la Commission, José Manuel Barroso, pour insister sur la nécessité d'une réglementation souple.

Gaz de schiste, politiques de lutte contre le réchauffement climatique, réglementations sur les gaz d'échappement automobiles, énergies renouvelables, techniques de capture du gaz carbonique, mécanismes d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre : le lobby de l'énergie, mené par des compagnies comme Shell ou BP, remporte de nombreux succès.

« Pour résumer, explique un connaisseur de cette industrie, lobbyiste à Bruxelles, les lobbies de l'énergie affirment que les entreprises qu'ils représentent ne sont pas

compétitives, notamment vis-à-vis des Etats-Unis, en raison du faible coût de l'énergie dont bénéficient les Américains grâce au gaz de schiste. Ils pensent que les Européens se soucient trop des énergies renouvelables et du changement climatique, et qu'ils devraient être plus ouverts, comme les Américains. »

Le lobbying le plus efficace à Bruxelles est le fait d'anciens hauts responsables de la Commission, diplomates ou eurodéputés qui prennent leur retraite ou abandonnent leur fonction et mettent leur réseau et leur connaissance du système au service d'un lucratif travail de lobbying. C'est le cas de Jean De Ruyt, un baron belge qui connaît bien les arcanes bruxellois. Ambassadeur auprès de l'UE, ce diplomate de carrière a dirigé la présidence belge de l'UE il y a quatre ans. Engagé par un cabinet juridique américain, il est à présent un des principaux acteurs du lobby du gaz de schiste.

La bataille de la directive tabac

La rédaction et l'approbation de la directive tabac, en février, ont mobilisé les 97 lobbies de l'industrie présents à Bruxelles. Ils n'ont pas lésiné sur les moyens pour tenter d'accorder le texte final à leurs intérêts privés.

Pas moins de 200 personnes ont débarqué dans la capitale de l'UE sous la houlette des trois géants du secteur (Philip Morris, British American Tobacco et Japan Tobacco). L'opération, à laquelle ils ont consacré plus de 3 millions d'euros, comportait deux phases : d'abord, persuader la Commission européenne ; ensuite, s'effor-



Au siège de la Commission européenne, à Bruxelles.

THIERRY MONASSE

cer de convaincre les députés européens et les gouvernements nationaux. Objectif : que la norme établie par les institutions européennes nuise le moins possible à leur chiffre d'affaires.

La figure de proue des cigarettiers espagnols est Juan Paramo, porte-parole de la Mesa del Tabaco, l'organisation qui regroupe les acteurs du secteur. Il reconnaît avoir rencontré « à diverses reprises » des députés européens de son propre pays pour leur expliquer l'impact que la directive, encore imprécise, aurait sur un secteur « clé » pour l'Espagne.

« Les lobbies ne sont pas comme on les dépeint dans les films, mais il faut se méfier de leurs stratégies. » Député socialiste chevronné au Parlement européen, Andrés Perello est un des 71 membres de la commission de l'environnement, la san-

té publique et la sécurité alimentaire. Il se dit habitué à traiter avec les industries de l'automobile, du carburant ou des médicaments – biens fortement exposés à des modifications de la réglementation. Mais il affirme n'avoir jamais subi un niveau de pression comparable à celui qu'exerce l'industrie du tabac. Il se montre compréhensif vis-à-vis du travail des lobbies, pourvu qu'ils adoptent un code de conduite « approprié ». « Nous sommes disposés à dialoguer, à condition que nous ne soyons sous la pression de personne », affirme-t-il. Quand un lobbyiste lui rend visite, il s'efforce d'être « parfaitement transparent », et l'un de ses assistants note les points traités au cours de la réunion.

« La pression se résume à des rendez-vous au ton très cordial, nullement menaçant », observe un autre

MOI, EURODÉPUTÉ

Jan Philipp Albrecht, 31 ans, Allemand, Les Verts

« Les choses dépendent de la pression du public »



« IL FAUT de la chance. Au début, je trouvais très difficile de faire bouger quoi que ce soit au Parlement européen et d'attirer l'attention. Personne n'attend d'informations intéressantes de Bruxelles. Et encore, mes débuts, il y a cinq ans, ont été plutôt faciles. J'avais 26 ans et je venais du mouvement de jeunesse des Verts allemands quand j'ai été élu. J'ai donc porté le label de plus jeune député allemand, qui m'a été utile à court terme : le fait que de jeunes gens prennent au sérieux la politique européenne suscitait de l'intérêt.

Mais au bout d'un moment, l'âge n'a plus joué. Ma chance, ensuite, ça a été Acta. Au Parlement, j'ai combattu cet accord commercial contre la contrefaçon. Le public n'y a d'abord pas fait attention ; mais cela a changé. Les gens ont compris que cet accord allait avoir des conséquences directes sur leur vie. Depuis le traité de Lisbonne, le Parlement doit

approuver les traités internationaux conclus par l'Union. Nous sommes parvenus à faire comprendre ce schéma. Le profond mouvement de contestation au sein de l'opinion a atteint le Parlement et débouché sur le rejet du texte. Pour moi, ça a été une révélation. Les choses dépendent de l'existence d'un public susceptible de s'intéresser à un sujet. Lorsque c'est le cas, on peut obtenir beaucoup. Plus que dans les Parlements nationaux. Pour moi, cela signifie que je dois susciter pour mon travail un intérêt qui me donne de l'influence au Parlement.

Je suis désormais plus attaché aux principes. Pour le règlement européen sur la protection des données, dont j'étais responsable au Parlement, 3999 amendements avaient été déposés. Si l'on considère qu'il est plus important de défendre des principes que de s'imposer sur chaque question de détail, il est plus facile de trouver des compromis. » ■

RECUEILLI PAR DANIEL BRÖSSLER (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Julie Girling, 57 ans, Britannique, Parti conservateur

« En vacances, ne dites pas que vous êtes eurodéputé »



« JE VIS dans un village du Gloucestershire et travaille à Bruxelles. Du lundi au jeudi soir, je participe aux commissions de l'environnement, de la pêche et de l'agriculture. Le travail politique prend énormément de temps, surtout dans un groupe restreint comme l'Alliance des conservateurs et réformistes européens à laquelle j'appartiens.

Le vendredi et le samedi, je travaille au Royaume-Uni. Je dois parcourir plus de 300 km pour aller d'une extrémité à l'autre de ma circonscription. En vertu de la tradition démocratique britannique, nous sommes les représentants d'une circonscription ; les gens écrivent à leur eurodéputé pour leur exposer leurs problèmes. Dans beaucoup de pays de l'UE, cela ne se passe pas ainsi.

Les Européens considèrent la Grande-Bretagne comme un caillou dans leur chaussure. « Pourquoi êtes-vous si différents ? » Si

vous partez en vacances, ne dites à personne que vous êtes eurodéputé. Les gens sont très agressifs à notre égard. Ils ont pour la plupart des idées très arrêtées sur l'Europe, alors que pour l'essentiel ils ignorent comment elle fonctionne.

A Bruxelles, le problème n'est pas seulement de collaborer avec divers groupes parlementaires, mais aussi de travailler avec 28 nationalités différentes. Cela demande du temps, de la diplomatie et la capacité à faire face à la manière directe qu'ont les autres Européens de s'exprimer, chose à laquelle les Britanniques ne sont pas toujours habitués.

L'UKIP est populaire parce qu'il est contre l'establishment. Je pense que les gens le soutiennent non parce que c'est une formation anti-européenne mais parce qu'ils sont déçus des changements qui s'opèrent dans de nombreux domaines. L'UKIP évoque l'image bucolique d'une Grande-Bretagne d'autrefois qui ne reviendra pas. » ■

RECUEILLI PAR NABEELAH SHABBI (THE GUARDIAN)

Roberto Gualtieri, 47 ans, Italien, Parti démocrate (centre gauche)

« Il faut savoir tout faire et faire de tout »



« AU PARLEMENT européen, le mot d'ordre, c'est "multitâche". Il faut savoir tout faire et faire de tout. L'organisation est la clé. Chaque quart d'heure est programmé à l'avance. Le plan à suivre, précis, favorise surtout le fonctionnement des rouages millimétrés nécessaires à la bonne marche de l'ensemble.

Au cours de la législature qui s'achève, j'ai rempli de nombreuses fonctions, intervenant au sein de nombreuses commissions, et j'ai exercé en même temps dans l'une d'elles le rôle de coordinateur. D'incessants va-et-vient entre la préparation d'une intervention, la rédaction d'un amendement ou la tenue d'une réunion inévitable. Rien ne doit être improvisé.

Occuper de nombreuses fonctions oblige à agir à des niveaux différents. Etre "multitâche" implique que de l'être aussi à de "multiples niveaux". Etre eurodéputé suppose, pendant qu'on travaille à un

niveau européen, de garder un œil sur la politique nationale et locale, de lire le *Financial Times*, les informations nationales et celles de la circonscription qui vous élit.

Le défi, c'est de voir réunis dans un même lieu des Verts catalans, des représentants de la minorité russe lettone, des communistes chypriotes, des "Pirates" suédois, des chrétiens-démocrates bavarois et des socialistes belges fils d'immigrés italiens, et de comprendre à quel point leur lexique politique, mais aussi leurs positions, sont influencés par leurs histoires et conditions respectives.

C'est fascinant mais surtout indispensable pour prévoir l'issue d'un vote ou rédiger un amendement de compromis, car, en définitive, ce sont les rapports entre les gens qui demeurent le patrimoine le plus important. Les politiques et les formations se rencontrent, se mélangent, font l'Europe. "Multilingue", évidemment, forcément. » ■

RECUEILLI PAR MARCO ZATTERIN (LA STAMPA)



député européen, qui admet avoir subi « beaucoup de pressions ». Toutes vaines : il n'en a pas été affecté, dit-il, au moment de voter. « Cela laisse un arrière-goût pas très agréable, mais toutes les interventions ont été légales », ajoute-t-il.

Dans cette grande parade de lobbying communautaire, les trois grandes associations européennes de cigarettiers (CECCM, ECMA et ESTA) jouent leur rôle, à travers des conseillers et des consultants influents qui connaissent de très près les instances européennes chargées de rédiger la proposition de loi.

Toutefois, les stratégies de pression d'un marché oligopolistique aussi important que celui du tabac entraîne toutes sortes d'intrigues et de mouvements en coulisses. En septembre 2013, *The Guardian* publiait un document confiden-

tiel révélant comment Philip Morris a mis en place une stratégie coûteuse visant à convaincre députés et fonctionnaires européens. Le numéro un mondial du tabac avait établi une liste des 751 membres du Parlement européen, signalant leur soutien ou leur opposition présumés à la lutte antitabac.

« Face à la formidable pression des industriels du tabac, les professionnels de santé ont dû faire une chose à laquelle ils ne sont pas habitués : du lobbying en faveur de la santé publique », explique Francisco Rodriguez, président du Comité espagnol pour la prévention du tabagisme, bon connaisseur des négociations préalables à l'approbation d'une directive. Celle portant le tabac – formellement du moins – n'a contenté aucun des acteurs impliqués.

Erika Mann, le visage de Facebook

S'il fallait donner un visage au nébuleux lobby américain à Bruxelles, ce serait celui d'Erika Mann. Pendant quinze ans, de 1994 à 2009, cette pédagogue a siégé dans les rangs des sociaux-démocrates allemands au Parlement. Puis elle a changé de camp pour devenir chargée de mission permanente pour les relations avec l'UE de Facebook, une des plus grandes entreprises américaines d'Internet opérant au niveau mondial.

Facebook soutient que le travail de lobbying politique à Bruxelles lui a coûté moins d'un demi-million d'euros. Ce chiffre, inscrit au registre officiel des lobbies tenu par l'UE, est surprenant pour au moins deux raisons.

D'abord, Facebook dépense plusieurs fois cette somme pour son activité de lobbying politique aux Etats-Unis. Selon le registre de la transparence de la Chambre des représentants américains, l'entreprise a investi, au cours du premier trimestre, 2,8 millions de dollars (2,02 millions d'euros) dans son travail d'influence politique à Washington.

Ensuite, en 2012 s'est ouvert un débat d'une portée fondamentale pour une entreprise informatique comme Facebook : le projet de directive sur la protection fondamentale des données personnelles.

Dans l'industrie des données, les firmes de la Silicon Valley (Facebook, Google ou Microsoft) mènent la danse. Pour leurs efforts de lobbying, elles agissent le plus souvent sous forme d'alliances d'entreprise – et leur puissance de feu financière leur donne accès aux meilleurs avocats.

Jan-Philipp Albrecht, député Vert allemand, rapporteur chargé de la réforme de la protection des données au Parlement européen, estime que plus de la moitié des entreprises qui sont venues le voir avaient un lien avec les Etats-Unis. D'autres députés ont évoqué une pression sans précédent. Et la plateforme Web LobbyPlag a démontré que plusieurs eurodéputés, pour rédiger leurs amendements, ont recopié des passages entiers fournis par des lobbyistes américains.

Dans la bataille du lobbying, tous les acteurs ne s'engagent pas à visage découvert, préférant parfois envoyer des « suggestions » sur papier sans en-tête. Ce n'est pas le cas d'Erika Mann. La représentante de Facebook, âgée de

63 ans, a été très visible pendant les débats, tantôt sur l'estrade, tantôt dans le public des nombreux forums de discussion consacrés, à Bruxelles, au projet de directive sur la protection des données.

Quelle est sa part personnelle dans le compromis que les députés ont publié au début de l'année ? Difficile à dire. Mais une chose est sûre : Erika Mann est loin d'avoir fini son travail. Car les gouvernements des 28 Etats membres n'ont pas encore pris position sur la proposition de réforme ; ils devront trouver un terrain d'entente avant que s'ouvrent les négociations définitives avec les parlementaires. Et plus les débats se prolongeront, plus les lobbyistes disposeront de temps pour peser sur la directive. Car ce qui vaut pour toute chose à Bruxelles vaut aussi pour la protection des données : « *Nothing is approved until everything is approved.* » Rien n'est approuvé tant que tout n'est pas approuvé.

Les consommateurs et le téléphone

Lorsque l'Europe a voté la fin des frais de *roaming* (« itinérance ») pour les téléphones mobiles, le lobby des télécommunications l'a accusée de « *faire trop de cas des intérêts des citoyens et pas assez de ceux des opérateurs du secteur de la téléphonie mobile, qui traversent des temps difficiles* ». Les hautes sphères de l'exécutif européen, considérant qu'il n'y avait pas matière à polémiquer, se sont abstenues de tout commentaire. En revanche, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) s'est exprimé. Cette entité en situation de quasi-monopole provoque autant d'enthousiasme que de rejet. Certains l'apprécient parce qu'elle est la seule voix qui porte vraiment, d'autres soulignent que ses liens financiers avec la Commission frisent l'inceste.

« *C'est vrai, nous sommes financés par l'UE à hauteur de 41 %, mais c'est mentionné en toute transparence sur nos documents* », souligne Johannes Kleis, le porte-parole du BEUC. Son équipe de 35 personnes fait pression sur les fonctionnaires européens, parlementaires et gouvernements, afin que les décisions communautaires tiennent compte des exigences des citoyens. Ce qui implique, explique Johannes Kleis, de surveiller un large éventail de dossiers examinés par des directions et des com-

missions diverses, puisque la plupart des articles législatifs européens est susceptible d'influer sur la vie des Européens.

En matière de défense des consommateurs, les Etats n'ont pas donné à Bruxelles les moyens d'intervenir. Si un citoyen européen est victime d'un opérateur touristique, l'Union ne peut pas faire grand-chose, la responsabilité d'agir relevant surtout des autorités nationales. Des campagnes de sensibilisation ont beau être organisées, l'idée d'un bureau des réclamations sous la bannière à douze étoiles n'a jamais vraiment fait son chemin. Le responsable européen de ce secteur, un Croate, s'est défilé de ce poste pour devenir eurodéputé dix mois après avoir été nommé.

Le seul recours reste le BEUC. Ses dirigeants, à la différence de nombreux observateurs, soutiennent que « *l'Union européenne fait beaucoup pour les consommateurs* ». Ils citent à juste titre les décisions sur le roaming, les droits des passagers et l'information sur les denrées alimentaires. Même si, au sujet du « made in » – le label d'origine pour les produits non alimentaires en provenance de pays tiers –, une source d'Eurobusiness (le Medef européen) rappelle que le BEUC s'est d'abord montré aussi hésitant que la Commission et les pays nordiques. « *Et puis ils ont changé d'avis, comme presque tout le monde.* »

M. Kleis soutient que « *le rôle du BEUC consiste à faire contrepoids aux lobbies industriels* ». Un combat de David contre Goliath, au regard des sommes en jeu. Les représentants des multinationales de la chimie et de la téléphonie mobile, par exemple, mènent une activité de lobbying forcenée.

Sans parler des banques. « *Je regrette*, dit M. Kleis, *qu'au sujet des services financiers, on ne se préoccupe des consommateurs que depuis peu de temps. Durant des années, il n'a été question que des intermédiaires et des banques.* » Le bureau fait pression pour que l'Union européenne lance un mécanisme efficace afin d'exclure du marché les produits financiers dangereux pour les épargnants. Actuellement, en cas de problème, ce sont les autorités nationales qui interviennent. « *C'est insuffisant*, précise M. Kleis, *car le marché est mondial.* » ■

IAN TRAYNOR (THE GUARDIAN), IGNACIO FARIZA SOMOLINOS (EL PAIS), JAVIER CACERES (SÜDDEUTSCHE ZEITUNG), MARCO ZATTERIN (LA STAMPA)

Les Etats aussi font du lobbying

ÉTIENNE RANAIVOSON est un diplomate d'un genre particulier. Au sein de la représentation permanente de la France à Bruxelles, il suit les faits et gestes des eurodéputés. Ce jeune haut fonctionnaire ne rate pas une session plénière à Strasbourg et connaît les recoins du siège bruxellois de l'institution, où se fait l'essentiel du travail parlementaire.

Il n'est pas le seul à mobiliser ses contacts pour peser sur telle ou telle législation. « *Les grandes ambassades, qui sont en contact avec des délégations nationales fortes au Parlement, se sont mobilisées depuis deux législatures pour faire entendre leurs arguments* », constate Florent Saint Martin, professeur associé à Sciences Po et ex-assistant de l'eurodéputée française Corine Lepage avant de fonder son cabinet de lobbying.

Côté français, les élus reçoivent sur chaque sujet une note détaillée du Secrétariat général aux affaires européennes, structure intergouvernementale basée à Paris et chargée de fixer les positions françaises. « *Il ne s'agit pas tant de donner des consignes de vote que de fournir des explications sur les textes à voter et d'argumenter dans le sens des intérêts français* », observe Jean-Paul Gauzès, un élu de l'UMP, spécialiste des questions financières. Pour lui, les Etats « *font un lobbying tout à fait comparable à celui des banques et assurances* ».

L'intrusion des diplomates s'est accentuée avec la montée en puissance du Parlement européen, à mesure qu'il gagnait de nouveaux pouvoirs de codécision face au Conseil, dans des domaines variés : environnement, transports, agriculture, pêche ou budget européen. L'investissement est aussi allé de pair avec l'élargissement de l'UE depuis 2004. « *A vingt-huit, il est plus difficile qu'à six, douze ou quinze de bâtir des majorités ou des minorités de blocage entre les Etats ; il est alors possible de passer par les élus du Parlement pour contrer ou amender un texte jugé contraire à nos intérêts* », note Alexis Dutertre, représentant permanent adjoint de la France à Bruxelles. ■

PHILIPPE RICARD (LE MONDE)

Ewald Stadler, 52 ans, Autrichien, parti Rekos

« D'extrême droite, je ne me sens pas du tout isolé »



« JE SUIS conservateur et chrétien. J'étais proche de Jörg Haider jusqu'à sa mort et j'appartenais aux partis qu'il dirigeait, le FPÖ puis le BZÖ. J'ai été exclu du BZÖ car je trouvais que Joseph Bucher, le successeur de Haider, devenait trop libéral. J'ai fondé mon propre parti Rekos (Réformistes conservateurs) et ai été élu en 2009.

Je suis opposé à l'Union européenne. Haider et moi avons dénoncé le traité de Maastricht, puis le traité de Lisbonne : créer un nouveau super Etat sur cette base est un très mauvais point de départ, c'est notre critique fondamentale. Pour créer un Etat, il faut pouvoir créer un sentiment national, or les Européens ne pourront jamais se vivre comme une nation unie, du moins sans passer par une guerre civile ou une révolution : est-ce ce que nous voulons ? D'autant que l'autre défaut fondamental de l'UE est qu'elle ne reconnaît pas ses racines chrétiennes.

Dès lors, il ne peut y avoir de politique commune.

Sur ces bases, je fais mon travail de député d'opposition. J'habite à 80 km de Vienne, il me faut un peu plus de trois heures pour être à mon bureau à Bruxelles, et plus de six heures pour atteindre celui de Strasbourg, une fois par mois.

Le Parlement européen est le seul moyen dont je dispose pour tenter de diminuer les pouvoirs de l'UE sur les nations et affirmer nos valeurs chrétiennes, la seule manière de lutter efficacement contre l'islam. Je ne me sens pas du tout isolé dans ce Parlement en tant que député d'extrême droite. Beaucoup de collègues ont les mêmes idées que moi, même si je ne me sens pas proche de l'extrême droite hongroise ou grecque parce que leurs partis ne sont pas fondamentalement chrétiens. Comme le Britannique Nigel Farage (UKIP), j'œuvre au processus de réduction maximale du projet d'Etat européen. » ■ **RECUEILLI PAR MARION VAN RENTERGHEM (LE MONDE)**

Roza Thun, 60 ans, Polonaise, Parti populaire européen (centre droit)

« Mon but : m'occuper des questions concrètes »



« LORSQUE j'ai décidé de me présenter au Parlement européen, je me suis donné comme but de m'occuper de questions concrètes qui ont un impact sur la vie quotidienne des habitants du continent. Le Parlement produit de 60 % à 85 % du droit européen en vigueur dans les Etats membres : le travail ne manque pas.

Je me bats pour la baisse du coût des communications. Nous vivons en Europe mais, lorsque nous voyageons hors de notre pays, nos conversations sur le téléphone portable nous coûtent plus cher : c'est illogique. Je me bats contre cette incohérence.

Les représentants des sociétés de télécommunication, des lobbyistes, qui ne voulaient pas entendre parler de baisse des frais d'itinérance, ont commencé à nous assaillir. Ils affirmaient que sans ces frais ils ne pourraient plus se développer. Lorsque la

Commission a fait sa proposition de nouveaux tarifs, ils étaient à peine plus bas que ceux qui existaient déjà. C'était inadmissible. J'ai décidé de continuer.

Les négociations ont été dures. Ma connaissance de l'anglais, de l'allemand et du français m'a beaucoup aidée. Et le résultat est là : les Européens qui voyagent dans l'Union ont des factures de portables bien plus légères qu'au début du mandat actuel. Elles vont encore baisser, le 1^{er} juillet. J'espère arriver à la suppression totale des frais d'itinérance si je suis réélue.

Notre tâche est de résoudre des problèmes concrets pour des millions de citoyens européens.

L'autre grand défi, c'est celui de l'union de l'énergie, au moment où la Russie sort ses griffes, et l'accord de libre-échange transatlantique. J'aimerais travailler sur ces dossiers. Là, ça vaut la peine de passer tant de temps à Bruxelles et Strasbourg. ■

RECUEILLI PAR BARTLOMIEJ KURAS (GAZETA WYBRORCZA)

Ramon Tremosa, 48 ans, Espagnol, Convergencia Democrática de Catalunya

« Expliquer ce que l'Europe nous a apporté »



« L'EUROPE, elle est dans la poche du citoyen : l'euro, le portable dont les tarifs baissent grâce au Parlement, le billet d'avion dont le coût, avant, était prohibitif... Ma mission, c'est d'expliquer, de façon positive, que le peu d'Europe que nous avons nous a déjà beaucoup apporté. Ce qui est formidable quand on est eurodéputé, c'est de pouvoir laisser sa marque sur une législation. Et aussi le contact avec la population locale parce que, même si on siège au Parlement européen, on représente un territoire. Je suis l'un des eurodéputés les plus actifs, avec près de 1100 questions posées.

Le lundi, je prends l'avion à Barcelone à 9 heures et, à partir de là, je participe à des réunions avec mon groupe, les libéraux, avec la Commission européenne, avec la Banque centrale européenne. Je traite beaucoup de demandes de pêcheurs, d'éleveurs et d'autres collectifs, parce qu'en Catalogne, tradi-

tionnellement, on s'adresse au député de Convergencia, ma formation, au pouvoir à Barcelone.

Le jeudi après-midi, je rentre à Barcelone. Avec ma femme, je chante dans une chorale, ça me permet de garder le contact avec les gens du coin. Le vendredi, je travaille à ma permanence et je consacre les week-ends à mes trois enfants. Du coup le lundi, quand je retourne à Bruxelles ou à Strasbourg, je dors comme un loir !

Je suis le seul nationaliste catalan à Strasbourg. De manière informelle, je m'entretiens de ces sujets avec de hauts fonctionnaires, je collabore à des think tanks, je participe à des débats, je réponds à des questions. Les eurodéputés des autres pays s'y intéressent beaucoup. Mais aucun représentant des deux grands partis espagnols [le parti populaire et le parti socialiste] ne m'a jamais interrogé sur ce qui se passe en Catalogne. Ces questions vont encore m'occuper pas mal de temps... Je suis à fond ! » ■

RECUEILLI PAR LUCÍA ABELLÁN (EL PAIS)

Ils sont finlandais, croates, italiens ou français.

Ils ont en commun le rejet de l'immigration et le désir de rester « entre soi »

Au cœur de l'Europe populiste

Pour la première fois dans l'histoire de l'Union, les partis populistes de droite pourraient entrer en force au Parlement européen – certains les voient occuper jusqu'à un tiers des sièges. Tous les Etats de l'UE comptent désormais des formations politiques qui veulent limiter l'immigration, notamment celle des réfugiés, des demandeurs d'asile et des migrants en provenance de pays musulmans. Ils dénigrent la politique et ses institutions, s'opposent aux regroupements politiques au-delà du cadre de la nation – et voient pourtant dans l'UE un moyen privilégié d'imposer leur vision.

Un samedi de printemps, des manifestants sont réunis à Brescia, en Italie du nord, sous le monument de Tito Speri, un nationaliste italien qui mena en 1849 une poignée de francs-tireurs lors d'une insurrection de dix jours. Une douzaine de personnes, surveillées par autant de policiers, brandissent des drapeaux bleu et blanc. Ils sont nationalistes, mais dans un sens très restreint : leur association, Brescia Patria, si elle ne prône pas la souveraineté de leur ville, réclame l'indépendance de la Vénétie. Car Brescia, aujourd'hui en Lombardie, a appartenu à la République de Venise.

« *Chi paga comanda* », crie leur meneur (« celui qui paie commande »). Sous-entendu : les contributions que Brescia verse à l'Etat italien sont bien supérieures à ce que la région lui apporte en retour. Quelques jours plus tard, le 2 avril, la police a arrêté des membres du groupe : ils avaient transformé un bulldozer en blindé en vue d'une manifestation place Saint-Marc, à Venise.

Chacun sait que tout « nous » national n'est qu'une fiction sur le plan ethnique, linguistique, social ou économique. Pourtant, l'idée que ce « nous » a un sens politique persiste

Brescia Patria a beau n'être qu'un groupuscule séparatiste, il entretient des relations avec la Ligue du Nord, parti populiste d'extrême droite né à la fin des années 1980, et avec les Forconi, mouvement anarchiste de droite regroupant des paysans, des chauffeurs routiers et de petits entrepreneurs. Et la Ligue du Nord, à laquelle appartiennent beaucoup de maires dans le nord de l'Italie, est devenue le parti le plus ancien du Parlement italien. Brescia Patria n'est pas un phénomène anodin.

Les populistes de droite européens – les Vrais Finnois, entrés au Parlement en 2011 avec environ 20 % des suffrages, l'United Kingdom Independence Party, qui veut détacher le Royaume-Uni de l'UE, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ, « parti libéral autrichien »), qui clame « Notre argent pour les nôtres », ou le Parti pour la liberté néerlandais – partagent une même idée : pour les Finnois, les Britanniques, les Néerlandais et tous les peuples d'Europe, mieux vaudrait n'avoir affaire qu'à leurs semblables, au moins dans la vie quotidienne. Chacun sait que tout « nous » national n'est qu'une fiction sur le plan ethnique, linguistique, social ou économique. Pourtant, l'idée que ce « nous » a un sens politique persiste. Pour combattre le populisme de droite, il faudrait commencer par notre propre nationalisme.

Quand, en effet, un peuple se retrouve-t-il « entre soi » ? Les Vrais Finnois voudraient priver de droit d'expression la population, jadis suédoise, qui vit dans le pays. Le Vlaams Belang veut être « maître chez lui » et diviser la Belgique. L'Alternative für Deutschland (« Alternative pour l'Allemagne ») réclame la démocratie directe. Les nationaux-conservateurs du parti gouvernemental hongrois Fidesz laissent les extrémistes de droite du Jobbik (le « meilleur parti ») préserver l'« authentique Hongrie » et démontrer, à l'aide de leur milice, que les juifs, les Roms et les homosexuels n'en font pas partie. Tout « vrai peuple » veut trier le bon grain de l'ivraie. C'est pourquoi la frontière est tenue entre le nationalisme radical et le séparatisme : un parti comme Alsace d'abord ! aspire à un entre-soi plus radical que le Front national.



Même si la patrie se résume à une région, comme l'Alsace, ou à une ville de taille moyenne, comme Brescia, l'idée de « vrai peuple » ne correspond à rien. Décider qui a le droit d'en être ou non relève de l'arbitraire. Ce qui s'exprime dans ces mouvements populistes, c'est un dégoût de la démocratie, un refus de s'engager dans les procédures complexes de l'égalité formelle, dans des compromis à grande échelle qui semblent éloignés des besoins de chacun, un rejet des traitements particuliers accordés aux minorités, du droit d'asile ou même d'une pauvreté supposée étrangère.

D'où vient ce dégoût ? Peut-être du fait que la supranationalité engendre, en guise de compensation, un nouveau régionalisme. Très certainement aussi de ce qu'un Etat démocratique n'est légitime que si le citoyen en tire des bénéfices ; si ces bénéfices s'avèrent nuls ou faibles, le citoyen cherchera qui le prive de ses avantages.

Depuis le hameau de Sovinjak, sur une colline près de Motovun, au cœur de l'Istrie, la belle vue rappelle la Toscane. « Vive Tito », proclame une inscription à demi effacée sur une maison en face de l'église. En 2013, la petite nation croate est entrée dans l'UE. Le pays n'est pas devenu riche pour autant : sans le tourisme, il serait pauvre. La majeure partie des Croates espérait bien plus de l'adhésion à l'UE. La déception a fait progresser le nationalisme, bien que la notion de « vrai peuple » ait déjà été appliquée ici, de manière sanglante. Mais le bon sens populaire soutient que la pauvreté est due à la corruption et aux conjurations d'individus apatrides.

Ici vit un homme qui a été pendant quarante ans le correspondant de journaux occidentaux dans l'Est européen. Devant une villa vénitienne du XVIII^e siècle, il explique : « Si Ante Gotovina était entré en politi-

que après son acquittement, l'an passé, aucun politicien croate n'aurait pu rivaliser avec lui. » Ante Gotovina, un ancien soldat de la Légion étrangère, a été promu général pendant les guerres de Yougoslavie. Mis en accusation par la Cour pénale internationale de La Haye pour crimes de guerre, il a été acquitté en 2012. L'homme sur la colline fixe le paysage. « Lorsqu'il a ordonné la dernière campagne contre les Serbes, les gens ont eu le sentiment d'obtenir réparation pour les humiliations qu'ils ont subies. Ou qu'ils croyaient avoir subies. » Si le nationalisme radical est à peine représenté au Parlement croate, c'est parce qu'il s'exprime ailleurs, sur les terrains de football ou lors des concerts du chanteur Thompson, alias Marko Perkovic, au cours desquels on scande « *Za Dom Spremn* », « prêt pour la patrie », le slogan électoral des oustachis.

L'homme sur la colline désigne les montagnes, à l'est : « *Le nationalisme et le racisme que nous connaissons ici, ce n'est rien par rapport à ce qui se passe de l'autre côté.* » L'autre côté, c'est la Hongrie. Comme ses voisins, la Hongrie s'est endettée pour financer des infrastructures modernes, dans l'espoir d'attirer des investisseurs – qui se sont montrés exigeants. Si le mélange d'une situation budgétaire dramatique, de corruption omniprésente et de nationalisme absolu produit un populisme militant de droite, c'est sur la base des mêmes idées : on nous a trompés ; nous avons été spoliés par les politiciens des gouvernements précédents ; on vend le pays aux étrangers. Pour y remédier, le Fidesz préconise l'épuration nationale : libérer l'Etat et la société de ceux pour qui le bien de la nation n'est pas le but suprême. Jusqu'à se dresser parfois, au grand dam de l'Union et du Fonds monétaire international, contre les investisseurs étrangers.

Lorsque Jimmie Akesson, président du parti des Démocrates suédois, a fait sa première apparition en 2013 à Almedalen, le rassemblement politique qui se tient chaque été sur l'île de Gotland, au cours duquel les présidents de parti suédois présentent leur programme de l'année, il s'est exclamé, sous les acclamations de ses partisans : « *Nous nous prononçons pour l'Etat social et contre l'immigration.* » Les coûts de l'immigration, a-t-il expliqué, dépassent ses bénéfices. Bien sûr, le lendemain, les libéraux et la gauche ont démontré le contraire : l'immigration engendre plus de profits que de coûts. Cette vaine confrontation illustre combien les partis traditionnels peinent à contrer les populistes de droite. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, il est difficile de montrer le racisme d'un habile populiste de droite. Et le nationalisme passe partout pour une vertu.

« *Nous sommes le réveil français* », promettait le Front national avant de conquérir bon nombre de mairies au mois de mars. Il a surtout triomphé dans le sud, en Lorraine et dans le nord du pays. Il faut prendre cette promesse de « réveil » très au sérieux. Car il ne s'agit pas seulement de nationalisme, ou de se retrouver entre gens de « souche ». Il s'agit aussi de modernité. Partout en Europe, les partis populistes de droite disposent d'un personnel plutôt jeune et utilisent, mieux que les autres, les technologies modernes. Le groupe parlementaire du Dansk Folkeparti enregistre des chansons rock, les séparatistes de Vénétie mènent campagne sur Internet. Le populisme de droite promet un avenir meilleur, sous une forme contradictoire : un idéal de société moderne, mais caractérisé par un repli agressif. ■

THOMAS SEINFELD
(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

Lors d'un meeting de Marine Le Pen à Marseille, en mars 2012.

FRANCE KEYSER/MYOP
POUR « LE MONDE »

Les Slovaques heureux sont ceux qui votent le moins

A Vel'ké Slemence, à la frontière avec l'Ukraine, l'Histoire pèse encore. Bruxelles et Strasbourg sont loin

C'est en Slovaquie que l'on vote le moins aux élections européennes – le taux de participation a été de 16,9 % en 2004 et de 19,64 % en 2009, contre 45,5 % et 43 % en moyenne dans l'Union européenne. Et la Slovaquie n'a atteint ce score que grâce à la mobilisation (plus de 20 %) des électeurs urbains. Pourtant, selon l'Eurobaromètre de l'automne 2013, 47 % des Slovaques font confiance à l'UE, contre 31 % pour l'ensemble des Européens. Et 56 % des Slovaques, contre 39 % des Européens, se fient au Parlement européen. Comment expliquer ce paradoxe ? Je suis allé voir sur place.

En ce début d'après-midi, on croise peu de monde dans les rues de Vel'ké Slemence, village slovaque d'environ 600 habitants, dans le district de Michalovce, à la frontière avec l'Ukraine. De l'autre côté du poste-frontière se trouve un village ukrainien encore plus petit, Mali Selmentsi. Sur le parking, le long de la frontière, Juraj Jonas me salue en souriant : « *1 euro la place.* » Je prends mon ticket et lui demande comment on vit, ici, aux confins de l'UE. Surpris, il me répond : « *Comment vit-on ici ? Bien ! Bien mieux que lorsque l'URSS était de l'autre côté. Aujourd'hui, au moins, on peut traverser la frontière.* »

La Hongrie est à quelques dizaines de kilomètres au sud. Voilà pourquoi l'inscription, sur l'imposant portail qui sert de poste-frontière entre la Slovaquie et l'Ukraine, est en hongrois : « *Slemence a été divisé, que le Créateur les réunisse. Que cela redevienne comme c'était.* » Le portail a été coupé en deux – une partie se trouve du côté slovaque, l'autre du côté ukrainien. « *Je suis hongrois, comme presque tous les habitants du village, explique Juras Jonas. Des Hongrois habitent aussi du côté ukrainien de la frontière.* » Pour comprendre, il faut se plonger dans l'histoire de la région. Vel'ké Slemence et Mali Sel-

mentsi ne formaient qu'un seul village – Szelmenc en hongrois. Au XIV^e siècle, il appartenait au royaume de Hongrie. À la fin de la première guerre mondiale, après la chute de l'Empire austro-hongrois, il a été intégré, comme l'ensemble de la Subcarpatie, à la Tchécoslovaquie. Il est brièvement redevenu hongrois pendant la deuxième guerre mondiale.

À l'été 1946, la ligne de démarcation entre la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique a coupé le village en deux. Une barrière de barbelé, gardée par des soldats des deux armées, a séparé les familles de Slemence. À l'époque de l'URSS, pour

« Que nous allons voter ou pas, qu'est-ce que ça va changer ? »

Marian Horvat

habitant de Vel'ké Slemence

se rendre de l'autre côté, il fallait rejoindre le poste-frontière d'Uzhorod, à 70 kilomètres, où les bagages étaient fouillés. Et l'obtention d'un visa était longue et fastidieuse.

Ce n'est qu'après la chute de l'Union soviétique que les habitants de Slemence ont commencé à réclamer la libre circulation. En 2003, les deux moitiés du portail en bois ont été symboliquement placées de chaque côté de la frontière. Deux ans plus tard, une fois la Slovaquie membre de l'UE, un passage frontalier a été ouvert pour les piétons et les cyclistes. Beaucoup d'habitants ont alors découvert l'autre moitié de leur village natal.

« *Depuis, nous pouvons nous rendre visite, raconte Juraj. Les Slovaques achètent des cigarettes et de l'alcool en Ukraine, c'est moins cher. Les Ukrainiens achètent de la nourriture côté slovaque. L'UE ne s'en mêle pas et c'est très bien ainsi.* » Vote-t-il aux élections européennes ? Juraj

grimace et fait non de la tête, un peu honteux : « *Je ne suis encore jamais allé voter. Et je ne connais personne ici qui l'ait fait. Est-ce que j'irai en mai ? On verra.* »

Marian Horvat revient du côté ukrainien avec ses achats : « *Que nous allons voter ou pas, qu'est-ce que ça va changer ? Ce que nous voudrions, c'est qu'il n'y ait plus de contrôle à la frontière entre Mali et Vel'ké Slemence. Que l'on revienne à ce qui existait avant la guerre. Mais Strasbourg et Bruxelles sont loin, ils ne peuvent rien y faire. Au moins, je suis content de vivre de ce côté-ci de la frontière. Et grâce à l'Union européenne, nous pouvons aller en Hongrie sans être contrôlés.* »

Au poste-frontière, Miriam, une fonctionnaire slovaque, sourit : « *Sans passeport, vous ne pouvez pas passer du côté ukrainien. Ici se termine l'Union européenne, plus loin, les frontières ne sont plus ouvertes* », dit-elle avec un geste d'impuissance. Je n'ai que ma carte d'identité sur moi. Je fais demi-tour et retourne vers l'UE.

Dans l'est de la Slovaquie, des campements roms très pauvres sont souvent situés à l'écart des villages. Devant des baraques de brique et de planches, couvertes de tôles, un homme tire une charrette de bois de chauffage, un autre porte un panier plein de ferraille.

Je m'arrête à côté d'un campement d'une dizaine de personnes, près de la ville de Michalovce, chef-lieu du district. Une grappe d'enfants m'entoure. Ils regardent dans la voiture, me demandent si je ne veux pas leur acheter quelque chose, un autoradio par exemple, s'ils peuvent nettoyer les vitres de ma voiture. À peine leur ai-je donné 2 euros que les essuie-glaces sont recouverts de savon. Des habitants plus âgés s'approchent, surpris de voir quelqu'un s'arrêter chez eux.

« *Nous avons déménagé ici il y a quelques années lorsque dans notre cité, à Michalovce, ils ont construit*



Bureau de vote à Velké Dvory, village à l'est de Bratislava, lors du second tour de l'élection présidentielle slovaque, le 29 mars. MICHAL CIZEK/AFP

un mur entre le quartier des Roms et ceux des Slovaques, affirme Sandor, un Rom d'une cinquantaine d'années. *Nous nous sentions dans un ghetto. Nous sommes mieux ici, mais nous n'avons pas de travail régulier. Nous recevons 250 euros par mois pour une famille nombreuse, ce n'est pas avec ça qu'on peut vivre. Parfois, l'été, on trouve du travail sur les chantiers. Ou alors l'un de nous part en Grande-Bretagne et, s'il trouve du travail, il envoie de l'argent. L'Union a cela de bon qu'on peut voyager dans l'Europe entière sans problème. A part ça, personne ne s'intéresse beaucoup à nous, alors nous ne nous intéressons pas beaucoup aux élections européennes. Aucun Rom n'a jamais voté à ces élections-là. Aux locales, il nous arrive d'envoyer quelqu'un voter pour les candidats qui se soucient un peu de nous. Mais jamais aucun candidat à l'élection européenne n'est venu discuter avec nous.* »

À l'entrée de Trebisov, chef-lieu du district voisin de Michalovce, les

automobilistes sont accueillis par un panneau électoral. Stefan Balaz, candidat au Parlement européen de la coalition de centre droit NOVA-KDS-OKS, regarde l'affiche et sourit. Sous la photo du candidat, on lit son slogan : « *L'Europe doit entendre la voix des régions.* »

Dans le district de Trebisov, les élections au Parlement européen ont connu la même popularité qu'à Michalovce – le taux de participation est passé de 13 % à 17 %. Peut-être parce qu'en 2004 des échafourées ont secoué cette ville de 20 000 habitants : 4 000 Roms ont manifesté contre la décision du gouvernement slovaque d'amputer de moitié les allocations chômage. Je demande à Stefan Balaz comment il compte faire entendre la voix de Trebisov dans l'UE. « *Je pense que les Slovaques votent peu aux élections européennes parce qu'ils ne connaissent pas bien les candidats, répond-il. Je veux aller à la rencontre des électeurs et les convaincre que leur voix compte autant que*

celle des autres citoyens de l'UE. La voix de ma région sera alors enfin audible à Bruxelles. »

Pour Grigori Meseznikov, qui dirige l'Institut des affaires publiques slovaque, « *les affaires européennes ne sont pas au cœur du débat public. Et beaucoup de têtes de liste sont des personnalités peu présentes sur la scène publique.* »

Le Polonais Jerzy Buzek a présidé le Parlement européen durant la première moitié du mandat précédent. « *Même élus par un petit nombre de voix, les députés slovaques ont été élus démocratiquement, c'est ce qui compte, dit-il. Le problème du faible taux de participation concerne l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Ce sont de jeunes démocraties, sorties depuis peu du bloc communiste. Mais je suis convaincu que, bientôt, dans l'ensemble de l'Union, les électeurs se sentiront responsables de l'avenir de l'Europe. Il faut du temps.* » ■

BARTLOMIEJ KURASE
(GAZETA WYBORCZA)

Europhiles, les électeurs luxembourgeois à contre-courant

90,7 % des citoyens du Grand Duché inscrits sur les listes électorales ont voté aux dernières élections européennes. Un record dans l'Union

D'autres pays en rêvent : au Luxembourg, 90,7 % des électeurs inscrits ont voté aux dernières élections européennes. A Rumelange, une ville de 5 000 habitants dans le sud du pays, ils étaient même 98 %. Les Luxembourgeois, qui ont contribué à forger le processus d'intégration européenne depuis les années 1950, sont-ils des fous d'Europe ?

Ce n'est pas si simple. Le Luxembourg est l'un des rares pays européens où le vote obligatoire est en vigueur. Introduit en 1919 dans le Grand-Duché, il s'applique à toutes les personnes vivant au Luxembourg, âgées de plus de 18 ans et inscrites sur les listes électorales. La contrainte des urnes est cependant très douce : la loi prévoit certes une amende dans le cas où un citoyen ne participe pas au scrutin sans excuse valable. Mais aucun électeur n'a été sanctionné depuis 1964. Le vote obligatoire est un fusil sans munitions.

Le taux de participation élevé montre donc que l'Europe est depuis longtemps « *dans la chair et le sang* » des Luxembourgeois, comme l'écrivait en 2013 un éditorialiste du *Luxemburger Wort*. Depuis le début de l'intégration européenne, le pays a profité de l'Union comme peu d'autres. Dans la capitale, le quartier de l'Europe, sur le Kirchberg, accueille bon nombre d'institutions de l'Union : la Cour de Justice européenne, des éléments de la Commission et du Parlement, la cour des comp-

tes européenne, Eurostat, l'office des statistiques, et, depuis peu, les bureaux du Mécanisme européen de stabilité. Dans la capitale, l'Europe se concrétise à travers les bâtiments, mais aussi les personnes : 66 % de la population est étrangère. Et son poids économique devient significatif.

Beaucoup, dans le pays, sont persuadés que sans l'Europe, le Luxembourg n'existerait pas sur le plan international. En 2013, dans le cadre du Baromètre européen, on a demandé à la population s'il était nécessaire d'être membre de l'UE « *pour répondre*

Les sondages placent le parti eurosceptique luxembourgeois à 6 % : pas assez pour obtenir un siège à Strasbourg

aux défis du futur » : 78 % des Luxembourgeois ont répondu oui, un record d'Europe. Et 82 % se sont dits persuadés que l'UE offrait un « *cadre favorable aux affaires* ». Bref : pour l'enthousiasme européen, le Luxembourg est un élève modèle. Dès 1986, le prix Charlemagne a été attribué au peuple luxembourgeois en hommage à sa participation à l'unification européenne.

Cela dit, la critique grandit aussi au pays des europhiles. L'ADR (Alternativ



Bureau de vote à Luxembourg, lors des législatives du 20 octobre 2013. VIRGINIA MAYO/AP PHOTO

Demokratesch Reformpartei, « parti démocratique alternatif de la réforme ») a choisi comme slogan pour les prochaines élections européennes « *Moins d'Europe, plus de Luxembourg* ». Comme la CSU en Allemagne, le parti milite contre l'élargissement de l'Europe « *tant que l'UE n'est pas encore solidement campée sur ses jambes* », comme l'a expliqué l'un de ses candidats aux élections européennes, Roy Reding, début avril. L'ADR refuse toutefois toute alliance européenne avec des partis d'extrême droite. Les sondages placent actuellement le parti eurosceptique autour des 6 % : pas assez pour obtenir un siège à Strasbourg.

De toute façon, l'ADR ne changera pas les convictions cosmopolites de la plupart des citoyens luxembourgeois. On le voit du reste à un autre point du droit électoral : au Luxembourg, les citoyens de l'UE non luxembourgeois sont eux aussi admis à voter.

Mais contrairement à la population du cru, les étrangers portent un intérêt modéré à l'élection : sur les 200 000 personnes disposant du droit de vote, seuls 19 000 citoyens de l'Union environ se sont inscrits pour les élections européennes. Pour eux comme pour le reste de l'Europe, la lassitude à l'égard des élections est le maître mot. ■

MARC HOCH
(SÜDDEUTSCHE ZEITUNG)

AKG-IMAGES

**Gilles Berton (anglais);
Florence Djibedjian (italien);
Elisabeth Kulakowski (polonais);
Olivier Mannoni (allemand);
François Pleyber (espagnol)**